

Brochure n° 3322

**Convention collective nationale
et accord professionnel**

BÂTIMENT

IDCC : 2420. – **Cadres**

AVENANT N° 59 DU 14 DÉCEMBRE 2006
RELATIF AUX APPOINTEMENTS MINIMAUX À EFFET DU 1^{ER} FÉVRIER 2007
NOR : ASET0750259M

Les partenaires sociaux se sont réunis le 14 décembre 2006 en vue d'examiner les conditions d'une revalorisation des appointements minimaux des ingénieurs et cadres du bâtiment à effet du 1^{er} février 2007.

Article 1^{er}

Les parties signataires décident de revaloriser le coefficient 100 dans les conditions précisées ci-après.

La valeur du coefficient 100 applicable à la hiérarchie définie par la convention collective nationale du 30 avril 1951 et par ses avenants successifs est fixée, pour toutes zones et pour un horaire hebdomadaire de 39 heures, à 2 593 € avec effet au 1^{er} février 2007.

Toutefois, à compter de cette date, la valeur des appointements minimaux des coefficients ci-après énumérés est fixée comme suit :

- coefficient 108 : 2 788 € ;
- coefficient 120 : 3 092 € ;
- coefficient 130 : 3 344 € ;
- coefficient 162 : 4 156 €.

Article 2

Le texte du présent avenant sera déposé à la direction générale du travail et au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris, conformément aux dispositions de l'article L. 132-10 du code du travail.

Article 3

Toute organisation syndicale non signataire du présent avenant pourra y adhérer conformément à l'article L. 132-9 du code du travail.

Fait à Paris, le 14 décembre 2006.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Fédération française du bâtiment (FFB) ;

Fédération française de l'industrie électrique (FFIE) ;

Fédération nationale des sociétés coopératives ouvrières de production du bâtiment et des travaux publics, et des activités annexes et connexes (FNSCOP), pour la section bâtiment ;

Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB).

Syndicats de salariés :

Syndicat national des cadres, employés, techniciens, agents de maîtrise et assimilés des industries du bâtiment, des travaux publics et des activités annexes et connexes CFE-CGC BTP ;

Fédération générale force ouvrière du bâtiment et des travaux publics et ses activités CGT-FO.